

Le 7 décembre 2011

LA BANQUE LAURENTIENNE ANNONCE DE SOLIDES RÉSULTATS POUR 2011

Le rapport annuel de la Banque, qui comprend les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour l'exercice 2011, sera également accessible aujourd'hui sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Faits saillants de 2011

- Bénéfice net de 127,5 millions \$, en hausse de 4 %, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,0 % et résultat dilué par action de 4,81 \$
 - Forte croissance de 8 % des prêts, y compris les prêts titrisés
 - Amélioration considérable de la qualité de crédit, les pertes sur prêts d'un exercice à l'autre ayant chuté de 31 %
-
- Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration non récurrents :
 - Bénéfice net record de 133,3 millions \$, une amélioration de 8 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,6 %
 - Résultat dilué par action de 5,05 \$, une hausse de 9 % d'un exercice à l'autre

Faits saillants du quatrième trimestre 2011

- Dividende par action ordinaire de 0,45 \$, une augmentation de 0,03 \$
 - Bénéfice net de 28,6 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 9,4 % et résultat dilué par action de 1,06 \$
 - Croissance annualisée des prêts de 9 %, y compris les prêts titrisés
 - Frais liés aux transactions et d'intégration avant impôts non récurrents de 8,2 millions \$
-
- Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration non récurrents :
 - Bénéfice net de 34,4 millions \$, une amélioration de 6 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,6 %
 - Résultat dilué par action de 1,31 \$, une hausse de 6 % d'un exercice à l'autre

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Banque Laurentienne a déclaré un bénéfice net de 127,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,81 \$, comparativement à 122,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,63 \$ pour l'exercice 2010. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 11,0 % en 2011, comparativement à 11,5 % en 2010.

Compte non tenu des frais d'intégration liés à l'acquisition récente des sociétés MRS¹ et de l'indemnité versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington en raison de la conclusion d'une nouvelle entente de distribution des fonds communs de placement Mackenzie (frais liés aux transactions et d'intégration), le bénéfice net s'est établi à 133,3 millions \$, un nouveau record et une hausse de 8 % d'un exercice à l'autre, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 11,6 %. Compte non tenu de ces frais non récurrents, le résultat dilué par action s'est fixé à 5,05 \$ en 2011, comparativement à 4,63 \$ en 2010, une augmentation de 9 %.

Le bénéfice net a atteint 28,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2011, comparativement à 32,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,24 \$, pour le quatrième trimestre 2010. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 9,4 % pour le quatrième trimestre 2011 se compare à 11,8 % pour le quatrième trimestre 2010.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le bénéfice net a augmenté de 6 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 34,4 millions \$. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 11,6 %, et le résultat dilué par action, de 1,31 \$, une progression de 6 % par rapport au quatrième trimestre 2010.

Dans ses commentaires sur les résultats de la Banque pour 2011, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous avons réussi à améliorer nos résultats d'un exercice à l'autre pour le septième exercice d'affilée et avons atteint un nouveau record de rentabilité, malgré une conjoncture difficile pour les services bancaires de détail, et cela même si l'on tient

¹ Les sociétés MRS incluent : M.R.S. inc., Compagnie de Fiducie M.R.S., Services Valeurs Mobilières M.R.S. inc. et Corporation de Correspondants M.R.S.

compte des frais non récurrents liés à l'acquisition récente des sociétés MRS et à l'entente de distribution des fonds communs de placement. En dépit des pressions continues exercées sur les marges d'intérêt pendant l'exercice, la hausse des autres revenus ainsi que l'amélioration considérable de la qualité de crédit ont été bénéfiques pour la Banque. De plus, nos secteurs d'activité ont connu une forte croissance interne, comme le révèlent les augmentations soutenues des volumes de prêts et de dépôts. Alors que nous poursuivons nos diverses initiatives dans le cadre de notre plan d'affaires, nous maintenons notre engagement à investir avec prudence dans nos secteurs d'activité, tout en continuant de nous concentrer sur la croissance rentable et en surveillant de près les dépenses.

La confiance à l'égard des stratégies de croissance adoptées par la Banque a permis d'accroître le dividende de celle-ci de 0,03 \$ pendant le trimestre, pour le porter à 0,45 \$ par action. Nous continuerons toutefois de gérer prudemment nos ratios de fonds propres, en particulier dans le contexte du resserrement des exigences en matière de capital réglementaire, et nous continuons d'investir dans nos activités, comme l'acquisition de MRS annoncée récemment.

Je suis heureux que nous ayons conclu l'acquisition des sociétés MRS il y a quelques semaines ainsi que l'entente de distribution des fonds communs de placement Mackenzie. Ces transactions stratégiques renforcent notre position concurrentielle et contribueront à la croissance future des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Trust. »

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le présent communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs comportent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et ses résultats d'exploitation à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avéreront exactes.

Les objectifs financiers pour 2012 sont fondés sur les résultats prévus présentés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Le parachèvement du processus de conversion aux IFRS en 2012 pourrait faire en sorte que ces objectifs changent.

L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences y afférentes établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires tient compte également de l'incidence prévue de la conversion aux IFRS. Les règles de Bâle et l'incidence de la conversion aux IFRS pourraient faire l'objet de nouvelles modifications, ce qui pourrait se répercuter sur les résultats de l'analyse réalisée par la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la section « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait à l'acquisition des sociétés MRS, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les avantages attendus de la transaction, notamment l'augmentation des bénéfices et les synergies prévues, ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Trust et des sociétés MRS face à la transaction; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

FAITS SAILLANTS

En milliers de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010	VARIATION	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010	VARIATION
Résultats						
Revenu total	187 414 \$	190 074 \$	(1) %	753 583 \$	737 446 \$	2 %
Bénéfice net	28 572 \$	32 514 \$	(12) %	127 489 \$	122 941 \$	4 %
Rentabilité						
Résultat dilué par action	1,06 \$	1,24 \$	(15) %	4,81 \$	4,63 \$	4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	9,4 %	11,8 %		11,0 %	11,5 %	
Marge nette d'intérêt ⁽¹⁾	2,00 %	2,15 %		2,02 %	2,15 %	
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	74,9 %	69,7 %		72,0 %	68,4 %	
Excluant les frais liés aux transactions et d'intégration						
Résultats						
Frais liés aux transactions et d'intégration	8 180 \$	- \$		8 180 \$	- \$	
Bénéfice net ajusté	34 412 \$	32 514 \$	6 %	133 329 \$	122 941 \$	8 %
Rentabilité						
Résultat dilué par action ajusté	1,31 \$	1,24 \$	6 %	5,05 \$	4,63 \$	9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ⁽¹⁾	11,6 %	11,8 %		11,6 %	11,5 %	
Ratio d'efficacité ajusté ⁽¹⁾	70,5 %	69,7 %		71,0 %	68,4 %	
Par action ordinaire						
Cours de l'action						
Haut	46,41 \$	47,67 \$		55,87 \$	47,67 \$	
Bas	38,62 \$	42,60 \$		38,62 \$	37,76 \$	
Clôture	45,98 \$	44,25 \$	4 %	45,98 \$	44,25 \$	4 %
Ratio cours / bénéfice				9,6 x	9,6 x	
Valeur comptable ⁽¹⁾				45,05 \$	41,87 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable				102 %	106 %	
Dividendes déclarés	0,42 \$	0,36 \$	17 %	1,62 \$	1,44 \$	13 %
Rendement de l'action ⁽¹⁾	3,65 %	3,25 %		3,52 %	3,25 %	
Ratio du dividende versé ⁽¹⁾	39,5 %	29,1 %		33,7 %	31,1 %	
Situation financière						
Actif au bilan				24 490 451 \$	23 772 138 \$	3 %
Prêts et acceptations				18 590 741 \$	17 708 837 \$	5 %
Dépôts				20 067 418 \$	19 647 730 \$	2 %
Ratio BRI de fonds propres						
Catégorie 1				11,0 %	10,9 %	
Autres renseignements						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 669	3 643	
Nombre de succursales				158	157	
Nombre de guichets automatiques				427	413	

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

REVUE FINANCIÈRE

Les sections qui suivent présentent une analyse sommaire des résultats d'exploitation de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ainsi que pour le quatrième trimestre clos à cette date. Cette analyse doit être lue conjointement avec l'information financière non audité pour le quatrième trimestre 2011 présentée ci-après.

Les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour l'exercice 2011 sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca. Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

PERFORMANCE FINANCIÈRE 2011

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2011, ainsi que la performance de la Banque. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses déjà présentées à la page 29 du rapport annuel 2010 de la Banque, à la section « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque ».

OBJECTIFS FINANCIERS 2011

	OBJECTIFS DE 2011	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011	
		TELS QUE PRÉSENTÉ	EXCLUANT LES FRAIS LIÉS AUX TRANSACTIONS ET D'INTÉGRATION
Croissance des revenus	> 5 %	2 %	2 %
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	70 % à 67 %	72,0 %	71,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	11 % à 13 %	11,0 %	11,6 %
Résultat dilué par action	4,80 \$ à 5,40 \$	4,81 \$	5,05 \$

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

La Banque a atteint ses objectifs en matière de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de résultat dilué par action pour l'exercice 2011, compte tenu et compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration non récurrents, et a affiché, pour le cinquième exercice d'affilée, une rentabilité record.

Cette performance satisfaisante dans l'ensemble est attribuable à l'accroissement des revenus de titrisation et des revenus liés aux honoraires de gestion, ainsi qu'à l'amélioration continue de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de la Banque. De plus, tous les secteurs d'activité de la Banque ont généré une forte croissance interne. L'augmentation de 8 % du portefeuille de prêts, incluant les prêts titrisés, représente l'un des taux de croissance les plus marqués de l'industrie. Les objectifs en matière de croissance de revenus et de ratio d'efficacité n'ont toutefois pas été atteints. Au cours de l'exercice, la croissance des revenus a été freinée par la pression continue exercée sur les marges d'intérêt imputable au contexte très concurrentiel de faibles taux d'intérêt, qui a plus que contrebalancé l'augmentation des volumes des portefeuilles de prêts et de dépôts. De plus, le ratio d'efficacité de la Banque a été plus élevé que prévu initialement en raison essentiellement de la baisse des revenus et malgré les mesures supplémentaires de contrôle des dépenses adoptées au cours de l'exercice.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En milliers de dollars, sauf les montants par action (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu net d'intérêt	122 391 \$	123 818 \$	128 202 \$	484 061 \$	496 421 \$
Autres revenus	65 023	67 155	61 872	269 522	241 025
Revenu total	187 414	190 973	190 074	753 583	737 446
Provision pour pertes sur prêts	12 000	8 000	16 000	47 000	68 000
Frais autres que d'intérêt	140 305	136 772	132 484	542 859	504 236
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	35 109	46 201	41 590	163 724	165 210
Impôts sur les bénéfices	6 537	10 919	9 076	36 235	42 269
Bénéfice net	28 572 \$	35 282 \$	32 514 \$	127 489 \$	122 941 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 111	3 107	2 899	12 436	12 122
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	25 461 \$	32 175 \$	29 615 \$	115 053 \$	110 819 \$
Résultat par action					
de base	1,06 \$	1,34 \$	1,24 \$	4,81 \$	4,63 \$
dilué	1,06 \$	1,34 \$	1,24 \$	4,81 \$	4,63 \$

EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011 COMPARATIVEMENT À L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2010

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, le bénéfice net s'est établi à 127,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 4,81 \$, comparativement à un bénéfice net de 122,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,63 \$ en 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration qui figurent dans le tableau ci-après, le bénéfice net a été de 133,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 5,05 \$.

INCIDENCE DES FRAIS LIÉS AUX TRANSACTIONS ET D'INTÉGRATION

En milliers de dollars, sauf les montants par action (Non audité)	Secteur d'activité	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011		
		Éléments avant impôts sur les bénéfices	Éléments après impôts sur les bénéfices	Dilué par action ordinaire ⁽¹⁾
Bénéfice net tel que présenté à l'état des résultats consolidé			127 489 \$	4,81 \$
Incidence des frais liés aux transactions et d'intégration :				
Frais liés à l'intégration	B2B trust	523 \$	375	0,02
Indemnité versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington	Autres	7 657	5 465	0,23
		8 180 \$	5 840	0,24
Bénéfice net excluant les frais liés aux transactions et d'intégration			133 329 \$	5,05 \$

(1) L'incidence par action des frais liés aux transactions et d'intégration diffère en raison de l'arrondissement.

REVENU TOTAL

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 753,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, comparativement à 737,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010.

Le revenu net d'intérêt a diminué, pour s'établir à 484,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, comparativement à 496,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010, étant donné que l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts a été plus que contrebalancée par la réduction des marges. En pourcentage de l'actif moyen, la marge nette d'intérêt a diminué de 13 points de base, pour s'établir à 2,02 % en 2011, du fait surtout de la concurrence en matière de tarification, du contexte continu de faibles taux d'intérêt et de l'aplatissement de la courbe de rendement. Au cours de l'exercice, la rationalisation en cours des activités de prêt aux points de vente, qui génèrent des marges plus élevées, et les modifications apportées aux stratégies de couverture des activités de titrisation mises en œuvre au premier trimestre 2011, qui ont entraîné le déplacement d'une partie du revenu net d'intérêt vers les autres revenus, ont également eu une incidence sur les marges d'intérêt.

Les autres revenus ont augmenté, pour atteindre 269,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, comparativement à 241,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de 29,5 millions \$ des revenus de titrisation d'un exercice à l'autre, attribuable aux gains plus élevés sur les activités de titrisation de nouveaux prêts hypothécaires de 1,6 milliard \$ au cours de l'exercice. En 2011, la Banque a continué de financer la majeure partie de la forte croissance de ses prêts hypothécaires au moyen de la titrisation parce qu'il s'agissait d'une source de financement avantageuse compte tenu des conditions de marché. La présentation des activités du secteur Autres, ci-après, fournit de plus amples renseignements sur les activités de titrisation.

L'importance accordée par la Banque à la génération de revenus liés aux honoraires de gestion a également eu une incidence positive sur les autres revenus au cours de l'exercice, comme l'indique l'amélioration des revenus tirés des services de cartes découlant de la croissance des activités. De plus, la Banque a généré des revenus plus élevés des activités d'assurance crédit et des ventes de fonds communs de placement, en raison des efforts soutenus déployés pour exploiter ces sources de revenus. Ces revenus plus élevés ont été partiellement contrebalancés par les revenus moins importants tirés des activités de courtage, lesquelles ont subi l'incidence des conditions de marché défavorables au cours de la dernière partie de l'exercice, et par les revenus plus bas tirés des régimes enregistrés autogérés.

PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

La provision pour pertes sur prêts a totalisé 47,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, une amélioration de 31 % comparativement à 68,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010. Cette diminution importante reflète la bonne qualité de crédit des portefeuilles de prêts de la Banque, notamment dans les portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts personnels aux points de vente. Cette diminution témoigne des normes de souscription de prêts prudentes que la Banque continue d'appliquer et du contexte de crédit généralement positif. La provision pour pertes sur prêts comprend également un montant net de 0,4 million \$ ajouté aux provisions générales, puisque la réduction de 2,1 millions \$ des provisions générales au troisième trimestre 2011 a été contrebalancée par une augmentation de 2,4 millions \$ de ces provisions au quatrième trimestre.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 542,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, une hausse de 8 % comparativement à 504,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, les frais autres que d'intérêt ont progressé de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Les salaires et les avantages sociaux se sont accrus, passant de 276,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010 à 293,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Cet accroissement d'un exercice à l'autre s'explique par la majoration régulière des salaires et par l'augmentation de l'effectif des secteurs d'activité, requise pour soutenir la croissance et les initiatives sur le plan de la qualité du service et pour satisfaire aux exigences grandissantes en matière de réglementation. En outre, la hausse des coûts des régimes de retraite et des taxes compensatoires sur les salaires a plus que compensé la baisse des coûts de la rémunération liée à la performance.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté, pour passer de 132,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010 à 140,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse de la dotation aux amortissements liée à l'achèvement de projets de développement de technologies de l'information, de la hausse de la superficie en pieds carrés des locaux loués et des investissements continus dans l'infrastructure technologique de la Banque.

Les autres frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 4 %, passant de 95,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2010 à 99,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, attribuable principalement aux honoraires professionnels plus élevés liés aux projets de réglementation et autres projets en cours. De plus, les résultats de 2010 incluaient un recouvrement de 3,3 millions \$ lié à une question d'ordre opérationnel spécifique.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 incluaient une indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington et des frais de 0,5 million \$ engagés pour amorcer le processus d'intégration des sociétés MRS nouvellement acquises.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, le ratio d'efficacité a augmenté, passant de 68,4 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2010, à 72,0 %. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 71,0 %. La détérioration du ratio d'efficacité en 2011 découle surtout du resserrement des marges qui a engendré un levier d'exploitation négatif pour l'exercice, malgré la croissance marquée des volumes dans les secteurs d'activité.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la charge d'impôts s'est élevée à 36,2 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,1 %, comparativement à 42,3 millions \$ et 25,6 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2010. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance crédit. De plus, par rapport à 2010, les impôts sur les bénéfices pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 ont diminué en raison de la réduction de 1,4 % du taux d'imposition fédéral qui est entrée en vigueur au cours de l'exercice, et des ajustements favorables de fin d'exercice aux impôts futurs.

TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011 COMPARATIVEMENT AU TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2010

Le bénéfice net a atteint 28,6 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2011, comparativement à 32,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,24 \$, pour le quatrième trimestre 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le bénéfice net s'est élevé à 34,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, comme l'indique le tableau ci-après.

INCIDENCE DES FRAIS LIÉS AUX TRANSACTIONS ET D'INTÉGRATION

En milliers de dollars, sauf les montants par action (Non audité)	Secteur d'activité	POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 31 OCTOBRE 2011		
		Éléments avant impôts sur les bénéfices	Éléments après impôts sur les bénéfices	Dilué par action ordinaire ⁽¹⁾
Bénéfice net tel que présenté à l'état des résultats consolidé			28 572 \$	1,06 \$
Incidence des frais liés aux transactions et d'intégration :				
Frais liés à l'intégration	B2B trust	523 \$	375	0,02
Indemnité versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington	Autres	7 657	5 465	0,23
		8 180 \$	5 840	0,24
Bénéfice net excluant les frais liés aux transactions et d'intégration			34 412 \$	1,31 \$

(1) L'incidence par action des frais liés aux transactions et d'intégration diffère en raison de l'arrondissement.

REVENU TOTAL

Le revenu total a légèrement diminué d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 187,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011 par rapport à 190,1 millions \$ au quatrième trimestre 2010.

Le revenu net d'intérêt s'est établi à 122,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011, en diminution par rapport à 128,2 millions \$ au quatrième trimestre 2010. La forte croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre n'a pas contrebalancé complètement la diminution des marges d'intérêt. Comparativement au quatrième trimestre 2010, les marges d'intérêt ont diminué de 15 points de base, pour s'établir à 2,00 % au quatrième trimestre 2011. Cette diminution s'explique principalement par la vive concurrence dans de nombreux marchés qui continue d'exercer des pressions sur la tarification des prêts et des dépôts, notamment dans le marché de détail, par l'aplatissement de la courbe de rendement ainsi que par les modifications apportées aux stratégies de couverture liées aux opérations de titrisation, comme il est mentionné précédemment.

Les autres revenus ont été de 65,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 61,9 millions \$ au quatrième trimestre 2010, soit une augmentation de 5 % d'un exercice à l'autre. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de 8,3 millions \$ des revenus de titrisation d'un exercice à l'autre, attribuable essentiellement aux gains plus élevés sur les activités de titrisation de nouveaux prêts hypothécaires de 314,7 millions \$ au cours du trimestre. La hausse des revenus tirés des services de cartes découlant des volumes de transactions plus élevés au quatrième trimestre a également contribué à l'augmentation des autres revenus. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des revenus tirés des activités de courtage, qui ont subi l'incidence de la conjoncture des marchés financiers.

PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

La provision pour pertes sur prêts a totalisé 12,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, une baisse de 4,0 millions \$ par rapport à 16,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2010. Les provisions spécifiques se sont établies à 9,6 millions \$ pour le trimestre, et les provisions générales, à 2,4 millions \$.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 140,3 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 132,5 millions \$ au quatrième trimestre 2010, une augmentation de 6 % d'un exercice à l'autre. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,4 million \$, pour s'établir à 132,1 millions \$, par suite de la gestion continue des dépenses et des stratégies mises en œuvre pour améliorer l'efficacité.

Les salaires et avantages sociaux ont légèrement augmenté par rapport au quatrième trimestre 2010, l'augmentation des salaires et des coûts des régimes de retraite n'ayant pas été entièrement contrebalancée par la baisse des coûts de la rémunération liée à la performance.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies sont demeurés inchangés en regard du quatrième trimestre 2010, alors que la dotation aux amortissements plus élevée liée aux projets de développement des technologies de l'information a été annulée par les frais de maintenance des technologies de l'information plus bas que ceux de l'exercice précédent.

Les autres frais autres que d'intérêt ont reculé de 8 % et ont totalisé 23,1 millions de dollars au quatrième trimestre 2011, comparativement à 25,2 millions au quatrième trimestre 2010, du fait de la gestion rigoureuse des dépenses qui a permis de baisser les dépenses de publicité et les frais de recrutement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le quatrième trimestre 2011 comprenaient une indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington et des frais de 0,5 million \$ engagés pour amorcer le processus d'intégration des sociétés MRS nouvellement acquises.

Le ratio d'efficacité s'est élevé à 74,9 % pour le quatrième trimestre 2011, comparativement à 69,7 % pour le quatrième trimestre 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 70,5 %, soit légèrement supérieur par rapport à l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2011, la charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 6,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif, à 18,6 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance crédit. De plus, par rapport au trimestre correspondant de 2010, les impôts sur les bénéfices pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2011 ont diminué en raison de la réduction de 1,4 % du taux d'imposition fédéral qui est entrée en vigueur au cours de l'exercice, et des ajustements favorables des impôts futurs à la fin de l'exercice. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2010, la charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 9,1 millions \$ et le taux d'imposition effectif, à 21,8 %.

TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011 COMPARATIVEMENT AU TRIMESTRE CLOS LE 31 JUILLET 2011

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre 2011 s'est élevé à 28,6 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,06 \$. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le bénéfice net a été de 34,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, comparativement à un bénéfice net de 35,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,34 \$, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2011.

Le revenu total a diminué, totalisant 187,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011, comparativement à 191,0 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a totalisé 122,4 millions \$, légèrement en baisse par rapport au trimestre précédent, et la marge nette d'intérêt a atteint 2,00 % au quatrième trimestre, par rapport à 2,03 % au troisième trimestre. La concurrence en matière de tarification s'est poursuivie d'un trimestre à l'autre, et le niveau faible et soutenu des taux d'intérêt a continué d'exercer de la pression sur les marges au cours du trimestre. Toutefois, la gestion plus rigoureuse des liquidités à rendement plus faible et des stocks à des fins de courtage ont réduit l'incidence sur les écarts de taux au cours du trimestre.

La diminution de 3 % des autres revenus comparativement au troisième trimestre de 2011 est attribuable au fait que l'augmentation des revenus tirés de l'assurance crédit et des revenus tirés des opérations de trésorerie et des marchés financiers a été contrebalancée par la légère baisse des revenus de titrisation et des revenus tirés des activités de courtage, lesquelles ont continué de subir l'incidence des conditions difficiles du marché financier.

La provision pour pertes sur prêts a totalisé 12,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 8,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2011. Au troisième trimestre, le recul des provisions générales d'un montant net de 2,1 millions \$ s'expliquait par les ajustements apportés aux modèles de provisions en prévision de la conversion aux IFRS, tandis qu'au quatrième trimestre, les provisions générales ont augmenté de 2,4 millions \$ en raison de la conjoncture économique récente.

Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté par rapport au troisième trimestre 2011, résultant essentiellement des frais liés aux transactions et d'intégration de 8,2 millions \$. Compte non tenu de ces frais, les frais autres que d'intérêt ont été moins élevés de 4,6 millions \$ par rapport au troisième trimestre, ce qui s'explique par les initiatives de contrôle des coûts de la Banque.

RÉTROSPECTIVE - BILAN

L'actif total s'établissait à 24,5 milliards \$ au 31 octobre 2011, en hausse de 0,7 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2010, ce qui témoigne de la croissance continue des activités. Les liquidités ont diminué de 0,2 milliard \$ comparativement au 31 octobre 2010, pour atteindre 5,0 milliards \$ au 31 octobre 2011, la Banque ayant continué d'optimiser ses liquidités dans le contexte de taux d'intérêt faibles.

Les prêts et les acceptations bancaires se sont élevés à 18,6 milliards \$ au 31 octobre 2011, une augmentation de 0,9 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2010, et de 1,6 milliard \$, ou 8 % si l'on tient compte des prêts titrisés. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts titrisés, ont augmenté de 9 %, ou 1,0 milliard \$, par rapport au 31 octobre 2010. Les efforts de développement de la Banque et sa capacité de répondre aux besoins des clients, ainsi que les conditions favorables du marché immobilier au Canada ont contribué à maintenir l'essor de ce portefeuille en 2011 malgré la concurrence vive et soutenue qui prévaut sur le marché de détail. Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté conjointement de 397,9 millions \$, alors que la Banque continue de s'appuyer sur sa solide clientèle pour tirer parti des occasions de croissance offertes par le marché intermédiaire canadien. Les prêts personnels ont enregistré une hausse de 138,0 millions \$ attribuable au fait que les prêts à l'investissement et les marges de crédit hypothécaire ont contrebalancé la rationalisation en cours des activités de financement aux points de vente.

Depuis le début de l'exercice, le total des dépôts de particuliers a augmenté de 213,1 millions \$ et celui des dépôts d'entreprises et autres dépôts, de 206,6 millions \$. Également, au cours du premier trimestre 2011, la Banque a émis des billets à moyen terme (titres secondaires) totalisant 250,0 millions \$ et a racheté toutes ses débetures subordonnées, série 10, d'un montant nominal global de référence de 150,0 millions \$. Ces transactions combinées ont procuré à la Banque la souplesse additionnelle nécessaire à la poursuite de ses initiatives de croissance et contribueront à satisfaire aux nouvelles exigences en matière de fonds propres réglementaires. Dans l'ensemble, la Banque a continué de tirer parti de sources de financement bien diversifiées, y compris les dépôts de particuliers, qui ont totalisé plus de 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2011.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE POUR 2012

Le tableau ci-après présente les objectifs de la direction pour 2012, qui sont fondés sur les résultats prévus de 2012 présentés selon les IFRS. La Banque a préparé un bilan d'ouverture préliminaire non audité selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010, qui est présenté dans le rapport de gestion 2011. La Banque entend publier en janvier 2012 la version finale retraitée de l'état des résultats pour 2011 selon les IFRS. La croissance des revenus sera déterminée d'après les chiffres comparatifs retraités selon les IFRS de 2011, qui n'ont pas encore été finalisés. Par conséquent, les objectifs pourraient être ajustés à la suite de l'achèvement des activités de conversion aux IFRS en 2012. Veuillez consulter la section « Normes internationales d'information financière » du rapport de gestion de l'exercice 2011 pour des renseignements supplémentaires sur la conversion aux IFRS.

OBJECTIFS FINANCIERS 2012

	RÉSULTATS PRÉVUS	
	EN 2011 SELON LES IFRS ⁽²⁾	OBJECTIFS DE 2012 ⁽³⁾
Croissance des revenus	s. o.	> 5%
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	71% à 70%	73% à 70%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	12,8% à 13,3%	11,0% à 13,5%
Résultat dilué par action	4,85 \$ à 5,05 \$	4,80 \$ à 5,40 \$

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

(2) Les résultats de 2011 prévus en IFRS sont déterminés selon les résultats comparatifs préliminaires de 2011 retraités en IFRS et excluent les frais liés aux transactions et d'intégration. Par conséquent, les résultats réels pourraient être ajustés une fois le processus de conversion terminé en 2012.

(3) Ces objectifs pour l'exercice 2012 excluent les frais liés aux transactions et d'intégration et devraient être lus avec les paragraphes ci-dessous.

HYPOTHÈSES CLÉS À LA BASE DES OBJECTIFS DE LA BANQUE

Les hypothèses suivantes représentent les éléments les plus importants qui ont été pris en considération dans l'élaboration des priorités stratégiques et des objectifs financiers de la Banque. Les objectifs de la Banque ne constituent pas une ligne directrice et sont fondés sur certaines hypothèses clés relatives à la planification. En outre, l'incertitude à l'égard des modifications possibles aux normes comptables et des changements potentiels à la réglementation pourrait faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des objectifs de la direction. D'autres facteurs, comme ceux qui figurent aux sections « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » et « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport de gestion annuel pourraient également faire en sorte que les résultats futurs diffèrent sensiblement de ces objectifs.

Les objectifs pour 2012 reflètent la confiance de la direction dans la durabilité de la rentabilité opérationnelle de la Banque. Toutefois, l'incertitude persistante à l'égard de l'économie canadienne, ainsi que les difficultés qui continuent de résulter de l'instabilité financière à l'échelle internationale, des taux d'intérêt très bas et de la forte concurrence au niveau des dépôts et des prêts de particuliers, donne lieu à des pressions persistantes sur la tarification et sur les marges. Ces difficultés devraient néanmoins être aplanies par la bonne croissance des prêts et des dépôts prévue en 2012 ainsi que par la hausse des autres revenus attribuable à diverses initiatives commerciales et par l'accroissement du potentiel de vente de la Banque. Les objectifs pour 2012 comprennent également une augmentation des dépenses qui doivent être engagées pour satisfaire aux exigences accrues en matière de réglementation ainsi que des investissements dans la technologie et l'effectif pour soutenir la croissance et les niveaux de service. Ces objectifs excluent les frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS. Malgré les enjeux liés au contexte d'affaires qui devraient surgir au cours du prochain exercice, la direction demeure convaincue que la Banque peut continuer de générer un solide rendement sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en maintenant des contrôles des coûts appropriés et en mettant efficacement en œuvre son plan d'affaires.

GESTION DU CAPITAL

Les fonds propres réglementaires de catégorie 1 de la Banque s'établissaient à 1 217,2 millions \$ au 31 octobre 2011, comparativement à 1 140,8 millions \$ au 31 octobre 2010. Le ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres atteignaient respectivement 11,0 % et 13,7 % au 31 octobre 2011, comparativement à 10,9 % et 12,9 % respectivement au 31 octobre 2010. Ces ratios dépassent largement les exigences minimales actuelles et témoignent de la solidité de la Banque, ainsi que du profil de risque relativement peu élevé de ses activités. Le ratio de 9,2 % des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires témoigne également de la grande qualité du capital de la Banque.

PROPOSITION DE NOUVELLES RÈGLES DE MESURE DES FONDS PROPRES ET DES LIQUIDITÉS

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a rendu publiques de nouvelles lignes directrices en matière de fonds propres, communément appelées Bâle III. Ces nouvelles exigences entreront en vigueur en janvier 2013 et, de manière générale, établiront des normes plus strictes en matière d'adéquation des fonds propres.

Compte tenu de la position de la Banque en matière de fonds propres et de la nature de ses activités, et en fonction de la compréhension actuelle des règles de Bâle III, la direction croit que la Banque est bien placée pour respecter les exigences en matière de fonds propres à venir. Au 31 octobre 2011, le ratio de fonds propres ordinaires et assimilés de catégorie 1 s'établirait à environ 7,3 % selon les règles de Bâle III applicables en 2019 (sans prise en compte des dispositions transitoires). Le ratio de fonds propres de catégorie 1 selon les règles de Bâle III serait de 9,2%. Compte tenu du caractère évolutif des règles internationales en matière de fonds propres de même que des perspectives d'expansion du bilan, la Banque restera quand même prudente en ce qui concerne le déploiement de ses fonds propres. La section « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel contient davantage de renseignements sur ces mesures de fonds propres et sur les nouvelles normes globales en matière de liquidité.

Par ailleurs, afin de maintenir de solides ratios de fonds propres et de gérer prudemment le capital, la Banque envisage également une émission d'actions ordinaires d'environ 50,0 millions \$ d'ici la fin de 2012 selon les nouvelles exigences en matière de fonds propres réglementaires et en fonction des conditions de marché prévues en 2012.

INCIDENCE DE L'ACQUISITION DES SOCIÉTÉS MRS

Le 16 novembre 2011, la Banque, par l'intermédiaire de sa filiale B2B Trust, a fait l'acquisition de la totalité des sociétés MRS. En tenant compte des estimations relatives aux exigences en matière de fonds propres des sociétés MRS à la clôture de la transaction, le ratio de fonds propres de catégorie 1 de la Banque sous Bâle II s'établirait à environ 10,4 % au 31 octobre 2011, bien aisément au-dessus des seuils réglementaires en vigueur. En outre, le ratio de fonds propres ordinaires et assimilés selon Bâle III de la Banque en fonction de l'ensemble des règles de Bâle III applicables en 2019 (sans la prise en compte des dispositions transitoires) et compte tenu de l'incidence prévue de l'adoption des IFRS devrait répondre à l'exigence minimale de 7 % d'ici la date de transition du 1^{er} janvier 2013, un niveau que la Banque devrait atteindre grâce à une gestion proactive de l'actif pondéré en fonction des risques au cours du prochain exercice.

DIVIDENDES

Le 2 novembre 2011, le conseil d'administration a déclaré des dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées à l'intention des actionnaires inscrits le 9 décembre 2011. Étant donné l'amélioration soutenue de la rentabilité de la Banque, la confiance par rapport à l'avenir de la Banque ainsi que la solidité du bilan et des ratios de capital de celle-ci, le conseil d'administration a approuvé, au cours de la réunion qu'il a tenue le 7 décembre 2011, une augmentation de 0,03 \$ par action, soit 7 %, du dividende trimestriel sur les actions ordinaires, et a déclaré en conséquence un dividende de 0,45 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} février 2012 aux actionnaires inscrits en date du 3 janvier 2012.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIOS DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars, sauf les ratios du dividende versé (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES				POUR LES EXERCICES CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	30 AVRIL 2011	31 JANVIER 2011	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2009	31 OCTOBRE 2008
Dividendes déclarés								
par action ordinaire	0,42 \$	0,42 \$	0,39 \$	0,39 \$	1,62 \$	1,44 \$	1,36 \$	1,30 \$
Ratio du dividende versé ⁽¹⁾	39,5 %	31,2 %	34,5 %	30,7 %	33,7 %	31,1 %	32,1 %	34,2 %

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

INFORMATION SECTORIELLE

Cette section donne un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'entremise des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Trust
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

PARTICULIERS ET PME-QUÉBEC

	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non audité)					
Revenu net d'intérêt	79 492 \$	82 536 \$	79 813 \$	319 113 \$	323 740 \$
Autres revenus	33 717	33 492	32 853	133 939	129 774
Revenu total	113 209	116 028	112 666	453 052	453 514
Provision pour pertes sur prêts	5 851	6 182	10 004	26 172	40 919
Frais autres que d'intérêt	93 745	94 289	90 635	371 258	352 621
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	13 613	15 557	12 027	55 622	59 974
Impôts sur les bénéfices	2 556	3 812	2 281	11 163	12 961
Bénéfice net	11 057 \$	11 745 \$	9 746 \$	44 459 \$	47 013 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	82,8 %	81,3 %	80,4 %	81,9 %	77,8 %

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

Exercice clos le 31 octobre 2011

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au bénéfice net a été de 44,5 millions \$ en 2011, comparativement à 47,0 millions \$ en 2010.

Le revenu total a été relativement stable d'un exercice à l'autre, passant de 453,5 millions \$ en 2010 à 453,1 millions \$ en 2011, alors que la croissance des autres revenus découlant de l'accroissement des activités a été contrebalancée par la diminution du revenu net d'intérêt. Au cours de l'exercice, même si le secteur d'activité a enregistré une croissance des volumes de prêts et de dépôts forte et soutenue à mesure qu'il tirait parti des diverses initiatives de croissance et de la demande soutenue du crédit à la clientèle de détail, il a également été confronté à un contexte concurrentiel de taux d'intérêt faibles qui a réduit les marges et a eu une incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt. Toutefois, les revenus tirés de l'assurance crédit, de la vente de fonds communs de placement et des services de cartes se sont améliorés d'un exercice à l'autre en raison principalement de l'activité commerciale accrue.

Les pertes sur prêts ont diminué de 14,7 millions \$, pour s'établir à 26,2 millions \$ en 2011, comparativement à 40,9 millions \$ en 2010. Cette amélioration notable découle de la bonne qualité de crédit de tous les portefeuilles de prêts ainsi que de l'amélioration particulièrement marquée dans les portefeuilles de financement aux points de vente et de prêts aux PME. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 18,7 millions \$, passant de 352,6 millions \$ en 2010 à 371,3 millions \$ en 2011, résultant essentiellement de l'augmentation des salaires réguliers, du recrutement de nouveaux directeurs de comptes commerciaux et de la hausse des avantages sociaux, en particulier les coûts des régimes de retraite. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par diverses initiatives de contrôle des coûts.

Trimestre clos le 31 octobre 2011

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au bénéfice net a été plus importante de 13 %, et est passée de 9,7 millions \$ au quatrième trimestre 2010 à 11,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011.

Le revenu total a légèrement augmenté, passant de 112,7 millions \$ au quatrième trimestre 2010 à 113,2 millions \$ au quatrième trimestre 2011 en raison principalement des autres revenus. L'activité commerciale accrue s'est traduite par la croissance de nombreuses composantes des autres revenus. Les revenus tirés des services de cartes ont augmenté par suite de la hausse des volumes de transaction et des frais annuels, tandis que les revenus tirés de la vente de fonds communs de placement ont été plus élevés du fait de la croissance des biens sous gestion, attribuable principalement aux nouvelles ventes nettes. La hausse des revenus d'assurance crédit et des frais de souscription de prêts commerciaux a également contribué à l'augmentation globale. Le revenu net d'intérêt est demeuré relativement inchangé, étant donné que la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts du secteur d'activité par rapport à il y un an a été compensée par la faiblesse soutenue des taux d'intérêt et la concurrence dans de nombreux marchés, qui continuent d'exercer des pressions sur la tarification des prêts et des dépôts.

Les pertes sur prêts ont diminué de 4,1 millions \$, passant de 10,0 millions \$ au quatrième trimestre 2010 à 5,9 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Cette amélioration notable découle surtout de la baisse des prêts dans le portefeuille de PME et de la diminution constante du portefeuille de financement aux points de vente attribuable à la réduction de l'exposition au risque. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 3,1 millions \$, passant de 90,6 millions \$ au quatrième trimestre 2010 à 93,7 millions \$ au quatrième trimestre 2011, étant donné que les autres frais ont été moins élevés par suite des initiatives de contrôle des coûts mises en œuvre récemment et qu'ils ont été plus que contrebalancés par la hausse des salaires et des coûts liés à l'accroissement de l'activité commerciale. La hausse des salaires s'explique surtout par l'augmentation régulière des salaires annuels, des taxes compensatoires sur les salaires et des coûts des régimes de retraite, ainsi que par le recrutement de personnel spécialisé en développement des affaires. En outre, au quatrième trimestre 2011, les frais autres que d'intérêt ont subi l'incidence négative des indemnités de départ de 1,5 million \$ liées à une initiative visant à optimiser l'efficacité des succursales.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 7 % ou 884 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 7% ou 610 millions \$ au cours des douze derniers mois, qui avaient atteint 9,5 milliards \$ au 31 octobre 2011

IMMOBILIER ET COMMERCIAL

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu net d'intérêt	21 196 \$	22 118 \$	21 808 \$	87 710 \$	84 475 \$
Autres revenus	8 956	8 837	9 196	33 738	34 852
Revenu total	30 152	30 955	31 004	121 448	119 327
Provision pour pertes sur prêts	3 034	3 541	5 557	18 687	24 124
Frais autres que d'intérêt	7 793	7 592	7 780	30 241	24 801
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	19 325	19 822	17 667	72 520	70 402
Impôts sur les bénéfices	5 532	5 675	5 348	20 762	21 313
Bénéfice net	13 793 \$	14 147 \$	12 319 \$	51 758 \$	49 089 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	25,8 %	24,5 %	25,1 %	24,9 %	20,8 %

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

Exercice clos le 31 octobre 2011

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a augmenté de 2,7 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 51,8 millions \$ pour l'exercice 2011, comparativement à 49,1 millions \$ pour l'exercice 2010.

Le revenu total a augmenté de 2,1 millions \$, passant de 119,3 millions \$ en 2010 à 121,4 millions \$ en 2011, résultant surtout de l'accroissement du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance solide des volumes de prêts et de dépôts. Les autres revenus ont un peu diminué en 2011, ce qui s'explique par la baisse des frais d'estampillage et des revenus tirés des opérations de change découlant de la stabilité relative du marché du change. Les pertes sur prêts ont été moins élevées en 2011, atteignant 18,7 millions \$, comparativement à 24,1 millions \$ en 2010. Cette baisse reflète principalement la nette amélioration du portefeuille de prêts commerciaux de l'Ontario, qui avait été particulièrement touché au cours du dernier exercice. La qualité de crédit, dans l'ensemble, s'est améliorée au cours de l'exercice, comme en témoigne le recul du niveau de prêts douteux. Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 5,4 millions \$, passant de 24,8 millions \$ en 2010 à 30,2 millions \$ en 2011, principalement car les résultats de 2010 incluaient un recouvrement de 3,3 millions \$ lié à un problème opérationnel spécifique. La hausse des coûts des régimes de retraite et des salaires ainsi que des frais de recrutement liés à la force de vente et au développement des gestionnaires a également contribué à l'augmentation totale en 2011.

Trimestre clos le 31 octobre 2011

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a augmenté de 12 %, ou 1,5 million \$, et s'est établie à 13,8 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 12,3 millions \$ au quatrième trimestre 2010.

Le revenu total a reculé de 0,8 million \$, passant de 31,0 millions \$ au quatrième trimestre 2010 à 30,2 millions \$ au quatrième trimestre 2011, ce qui s'explique surtout par la baisse du revenu net d'intérêt attribuable au fait que la croissance des volumes de prêts a été annulée par la diminution des marges dans certains marchés. Les pertes sur prêts se sont davantage améliorées de 2,6 millions \$, pour se situer à 3,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 5,6 millions \$ au quatrième trimestre 2010. Ce niveau relativement faible de pertes reflète la bonne qualité de crédit des portefeuilles de prêts qui ont profité d'un contexte de crédit généralement favorable ainsi que des récentes mesures adoptées pour réduire l'exposition à certains risques dans le portefeuille de prêts commerciaux. Les frais autres que d'intérêt de 7,8 millions \$ au quatrième trimestre 2011 sont demeurés stables par rapport au quatrième trimestre 2010.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts et acceptations bancaires de 9 %, ou 260 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 29 millions \$ au cours des douze derniers mois

B2B TRUST

	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non audité)					
Revenu net d'intérêt	30 395 \$	29 988 \$	29 966 \$	117 426 \$	114 194 \$
Autres revenus	1 912	2 110	2 464	8 966	10 419
Revenu total	32 307	32 098	32 430	126 392	124 613
Provision pour pertes sur prêts	687	353	439	1 789	2 957
Frais autres que d'intérêt	17 090	16 852	14 426	66 173	54 449
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	14 530	14 893	17 565	58 430	67 207
Impôts sur les bénéfices	4 118	4 223	5 409	16 564	20 813
Bénéfice net	10 412 \$	10 670 \$	12 156 \$	41 866 \$	46 394 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	52,9 %	52,5 %	44,5 %	52,4 %	43,7 %

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

La contribution du secteur B2B Trust au bénéfice net s'est élevée à 41,9 millions \$ pour l'exercice 2011, comparativement à 46,4 millions \$ pour l'exercice 2010. Compte non tenu de l'incidence des frais d'intégration de MRS de 0,4 million \$ (déduction faite des impôts sur les bénéfices) au quatrième trimestre 2011, le bénéfice net a été de 42,3 millions \$.

Le revenu total a augmenté de 1,8 million \$, passant de 124,6 millions \$ en 2010 à 126,4 millions \$ en 2011. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3,2 millions \$ d'un exercice à l'autre, B2B Trust ayant connu une hausse des marges sur les comptes d'investissement à intérêt élevé et sur les dépôts à terme et enregistré une croissance des volumes de prêts et de dépôts, en partie compensées par la réduction des marges sur prêts. Le revenu tiré des régimes enregistrés autogérés a été moins élevé en 2011 en raison de la réduction du nombre de comptes.

La provision pour pertes sur prêts, y compris les pertes sur les activités de prêts à l'investissement, a diminué davantage, pour s'établir à 1,8 million \$ en 2011, comparativement à 3,0 millions \$ en 2010, compte tenu de la qualité des portefeuilles de prêts de B2B Trust et des normes de souscription. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté, passant de 54,4 millions \$ en 2010 à 66,2 millions \$ en 2011, ce qui est principalement attribuable à l'incidence du nombre accru d'employés requis pour soutenir l'accroissement de l'activité commerciale et au rehaussement des niveaux de service, combinée à la hausse des coûts de location liée à de nouveaux locaux et des coûts des services professionnels liés aux initiatives de développement des affaires en cours. Les frais autres que d'intérêt de 2011 ont également été touchés par les frais d'intégration de 0,5 million \$ liés à l'acquisition des sociétés MRS.

Trimestre clos le 31 octobre 2011

La contribution de B2B Trust au bénéfice net a été de 10,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011, par rapport à 12,2 millions \$ au quatrième trimestre 2010. Compte non tenu de l'incidence des frais d'intégration de MRS de 0,4 million \$ (déduction faite des impôts sur les bénéfices) au quatrième trimestre 2011, le bénéfice net a été de 10,8 millions \$.

Le revenu total est demeuré relativement inchangé, soit 32,3 millions au quatrième trimestre 2011, étant donné que le revenu net d'intérêt légèrement plus élevé a été en partie contrebalancé par les autres revenus plus bas.

Les pertes sur prêts ont augmenté de 0,3 million \$, pour atteindre 0,7 million \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 0,4 million \$ au quatrième trimestre 2010, ce qui s'explique essentiellement par la provision sur prêts hypothécaires résidentiels plus importante alors que le niveau des pertes sur les prêts à l'investissement demeurait très faible. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté à 17,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 14,4 millions \$ au quatrième trimestre 2010 pour les mêmes raisons déjà évoquées. Les frais autres que d'intérêt du quatrième trimestre 2011 comprenaient aussi des frais d'intégration de 0,5 million \$ liés à l'acquisition des sociétés MRS.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 6 %, ou 333 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Total des dépôts en hausse de 2 %, ou 196 millions \$, au cours des douze derniers mois

VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE ET MARCHÉS DES CAPITAUX

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu total	10 389 \$	11 851 \$	17 367 \$	56 353 \$	61 115 \$
Frais autres que d'intérêt	10 246	11 035	12 551	47 902	46 938
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	143	816	4 816	8 451	14 177
Impôts sur les bénéfices	12	130	1 348	2 180	4 189
Bénéfice net	131 \$	686 \$	3 468 \$	6 271 \$	9 988 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	98,6 %	93,1 %	72,3 %	85,0 %	76,8 %

(1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 16.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la contribution au bénéfice net du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux s'est élevée à 6,3 millions \$, une diminution de 3,7 millions \$ comparativement à 10,0 millions \$ en 2010. Le revenu total a diminué de 4,8 millions \$ en 2011, ce qui s'explique par la baisse des honoraires de souscription et du revenu de négociation découlant des conditions de marché difficiles pendant la dernière partie de l'exercice. La réduction du revenu de services de courtage aux particuliers, résultant de la diminution des frais et des commissions en vertu du programme Immigrants investisseurs, a également contribué à la diminution globale du revenu total. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 2 %, ou 1,0 million \$, alors que les augmentations découlant de la croissance de la clientèle et des nouveaux représentants n'ont été que partiellement contrebalancées par la baisse de la rémunération liée à la performance attribuable aux revenus tirés des marchés moins importants et aux commissions réduites.

Trimestre clos le 31 octobre 2011

La contribution au bénéfice net du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux a diminué à 0,1 million \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 3,5 millions \$ au quatrième trimestre 2010.

Le revenu total a diminué de 7,0 millions \$, pour s'établir à 10,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 17,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010. Les conditions de marché se sont davantage détériorées au quatrième trimestre 2011, de sorte que la conjoncture pour les activités de souscription et de négociation a continué d'être défavorable, ce qui a donné lieu à des revenus de courtage et de négociation moins élevés au quatrième trimestre 2011. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 2,3 millions \$, principalement en raison de la baisse de la rémunération liée à la performance imputable aux revenus moins élevés.

Fait saillant du bilan

- Biens sous gestion de 2,2 milliards \$ au 31 octobre 2011

AUTRES

En milliers de dollars (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu net d'intérêt	(9 785) \$	(11 435) \$	(4 204) \$	(43 334) \$	(28 429) \$
Autres revenus	11 142	11 476	811	39 672	7 306
Revenu total (perte)	1 357	41	(3 393)	(3 662)	(21 123)
Provision pour pertes sur prêts	2 428	(2 076)	-	352	-
Frais autres que d'intérêt ⁽¹⁾	11 431	7 004	7 092	27 285	25 427
Perte avant impôts sur les bénéfices	(12 502)	(4 887)	(10 485)	(31 299)	(46 550)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(5 681)	(2 921)	(5 310)	(14 434)	(17 007)
Perte nette	(6 821) \$	(1 966) \$	(5 175) \$	(16 865) \$	(29 543) \$

(1) Incluant une indemnité de 7,7 millions \$ versée au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington.

Exercice clos le 31 octobre 2011

Le secteur Autres a inscrit une contribution négative au bénéfice net de 16,9 millions \$ pour l'exercice 2011, comparativement à une contribution négative de 29,5 millions \$ pour l'exercice 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration non récurrents de 5,5 millions \$ (déduction faites des impôts sur les bénéfices) liés à l'indemnité au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution des fonds IA Clarington, la contribution négative a été de 11,4 millions \$.

Le revenu net d'intérêt a diminué considérablement en 2011, en raison surtout de la hausse des volumes de prêts hypothécaires titrisés et du recul des volumes et du rendement des valeurs mobilières détenues aux fins de la couverture des activités de titrisation. Selon les PCGR du Canada actuels, le niveau plus élevé des actifs titrisés augmente le manque à gagner au titre du revenu net d'intérêt lié aux prêts titrisés dans le secteur Autres, ces prêts et les revenus d'intérêt connexes demeurant dans les secteurs Particuliers et PME-Québec ainsi que B2B Trust aux fins de la présentation de l'information sectorielle. Le revenu net d'intérêt plus bas a été plus que compensé par les gains plus considérables sur les nouvelles activités de titrisation au cours de l'exercice, la Banque ayant profité du recul des taux d'intérêt pour obtenir du financement à moyen terme à faible coût.

Le bénéfice net de 2011 a également été touché par une augmentation nette des provisions générales attribuables en partie aux ajustements apportés aux modèles des provisions en prévision de la conversion aux IFRS. De plus, les résultats de 2011 comprenaient une charge non récurrente de 7,7 millions \$ avant impôts liée à l'indemnité au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington résultant de la conclusion d'une nouvelle entente de distribution des fonds communs de placement Mackenzie.

Trimestre clos le 31 octobre 2011

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 6,8 millions \$ au bénéfice net pour le quatrième trimestre 2011, comparativement à une contribution négative de 5,2 millions \$ pour le quatrième trimestre 2010. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration non récurrents de 5,5 millions \$ (déduction faites des impôts sur les bénéfices) liés à l'indemnité au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington, la contribution négative a été de 1,3 million \$.

Le revenu net d'intérêt a diminué, pour s'établir à un montant négatif de 9,8 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à un montant négatif de 4,2 millions \$ au quatrième trimestre 2010, surtout du fait du recul des volumes et du rendement des valeurs mobilières détenues aux fins de la couverture des activités de titrisation et du niveau plus élevé d'actifs titrisés, comme il est mentionné ci-dessus.

Les autres revenus se sont établis à 11,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011, comparativement à 0,8 million \$ au quatrième trimestre 2010. Cette augmentation de la rentabilité découle principalement de la hausse des gains sur les nouvelles opérations de titrisation attribuable à l'amélioration des marges sur cette source de financement avantageuse. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 314,7 millions \$, étant donné qu'elle continuait de financer la majorité de la croissance des prêts hypothécaires assurés au moyen de la titrisation.

REVENUS DE TITRISATION

En milliers de dollars (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Gains sur les opérations de titrisation	11 757 \$	9 258 \$	3 116 \$	42 475 \$	13 471 \$
Variations de la juste valeur des droits conservés relatifs aux intérêts excédentaires, des swaps de titrisation et des instruments financiers détenus à des fins de couvertures économiques	(3 969)	(294)	(2 843)	(11 028)	(8 611)
Revenus de gestion	2 142	1 881	1 551	8 058	6 958
Autres	(1 099)	(644)	(1 271)	(4 019)	(5 822)
	8 831 \$	10 201 \$	553 \$	35 486 \$	5 996 \$

La provision pour pertes sur prêts au quatrième trimestre 2011 tient compte d'une augmentation de 2,4 millions \$ de la provision générale attribuable essentiellement à la conjoncture économique incertaine et à la détérioration de certains facteurs, lesquelles se sont répercutées négativement sur les pertes sur prêts au cours du trimestre. Les frais autres que d'intérêt du quatrième trimestre 2011 ont totalisé 11,4 millions \$, comparativement à 7,1 millions \$ il y a un an, soit une hausse de 4,3 millions \$. Les résultats de 2011 comprenaient toutefois une charge non récurrente de 7,7 millions \$ avant impôts au titre de la résiliation d'une entente de distribution, comme il a été mentionné précédemment.

TRANSACTIONS AVEC LA CORPORATION FINANCIÈRE MACKENZIE

Le 16 novembre 2011, la Banque et Corporation financière Mackenzie (Mackenzie) ont annoncé la conclusion d'une entente en vertu de laquelle B2B Trust, une filiale de la Banque a fait l'acquisition de 100 % des sociétés MRS dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions. Les approbations des autorités de réglementation requises pour conclure la transaction ont été obtenues.

La transaction rehausse la gamme de produits de B2B Trust et sa position de chef de file dans l'offre de produits de prêts et de dépôts aux conseillers financiers, étant donné que MRS est l'un des principaux fournisseurs de produits autogérés enregistrés à ce groupe. Le prix d'acquisition final sera fondé sur la valeur comptable nette audité des sociétés MRS à la date de clôture, auquel s'ajoutera une prime de 50,0 millions \$, et devrait s'établir à environ 199,5 millions \$ payables en espèces. L'intégration est en cours et devrait s'étendre sur une période de 12 à 18 mois et coûter environ 38,0 millions \$. La plus grande partie de ces coûts est liée aux frais d'intégration des systèmes. La transaction devrait accroître le bénéfice net dès 2013, à la suite de la finalisation de la majeure partie du processus d'intégration et de la réalisation des synergies attendues de coûts et de revenus.

Le 14 octobre 2011, la Banque et Placements Mackenzie ont également conclu une entente de distribution non exclusive d'une famille privilégiée de fonds communs de placement Mackenzie. Selon l'entente, la Banque, en tant que distributeur principal, distribuera une famille privilégiée de fonds communs de placement Mackenzie dès la mi-janvier 2012. La Banque prévoit que la nouvelle entente de distribution sera graduellement profitable à compter de l'an prochain.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu.

VALEUR COMPTABLE DE L'ACTION ORDINAIRE

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

RATIO DES CAPITAUX PROPRES TANGIBLES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les actifs incorporels liés aux relations contractuelles et aux relations clients. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires est défini comme les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques.

MARGE NETTE D'INTÉRÊT

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

RATIO D'EFFICACITÉ ET LEVIER D'EXPLOITATION

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires.

RENDEMENT DE L'ACTION

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes déclarés par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

MESURES AJUSTÉES SELON LES PCGR ET NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines analyses énoncées dans le présent document sont fondées sur les activités principales de la Banque et excluent par conséquent l'incidence des transactions avec Mackenzie comptabilisées au cours de l'exercice 2011, comme il est précisé à la page 16 du présent document.

À PROPOS DE LA BANQUE LAURENTIENNE

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clients tout un éventail de services financiers diversifiés et se démarque grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque sert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle fournit des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques où elle détient une position de choix. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 24 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 35 milliards \$. Fondée en 1846, elle est la lauréate régionale pour le Québec et le Canada atlantique du programme Canada's 10 Most Admired Corporate Cultures™ organisé par Waterstone Human Capital. La Banque compte aujourd'hui près de 3 700 employés.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le mercredi 7 décembre 2011, à 14 h, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-696-5910, code 1035375# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé à compter de 18 h, le mercredi 7 décembre 2011, jusqu'à 23 h 59, le 6 janvier 2012, au numéro 514-861-2272, ou 1-800-408-3053, code 1063231#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, page Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

BILAN CONSOLIDÉ

En milliers de dollars (Non audité)	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 OCTOBRE 2010
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs		
d'intérêts auprès d'autres banques	81 600 \$	70 537 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	276 429	95 561
Valeurs mobilières		
Disponibles à la vente	1 096 333	1 103 744
Détenues à des fins de transaction	2 181 969	1 496 583
Désignées comme étant détenues à des fins de transaction	1 011 742	1 658 478
	4 290 044	4 258 805
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	318 753	803 874
Prêts		
Personnels	5 768 787	5 630 788
Hypothécaires résidentiels	8 928 544	8 582 548
Hypothécaires commerciaux	1 813 293	1 638 861
Commerciaux et autres	1 900 977	1 691 190
	18 411 601	17 543 387
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(149 743)	(138 143)
	18 261 858	17 405 244
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	179 140	165 450
Immobilisations corporelles	64 752	58 536
Dérivés	228 704	162 610
Écarts d'acquisition	53 790	53 790
Logiciels et autres actifs incorporels	123 357	112 369
Autres actifs	612 024	585 362
	1 261 767	1 138 117
	24 490 451 \$	23 772 138 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	15 610 012 \$	15 396 911 \$
Entreprises, banques et autres	4 457 406	4 250 819
	20 067 418	19 647 730
Autres		
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 471 254	1 362 336
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	36 770	60 050
Acceptations	179 140	165 450
Dérivés	246 475	199 278
Autres passifs	912 190	947 879
	2 845 829	2 734 993
Dette subordonnée	242 512	150 000
Capitaux propres		
Actions privilégiées	210 000	210 000
Actions ordinaires	259 492	259 363
Surplus d'apport	227	243
Bénéfices non répartis	818 207	741 911
Cumul des autres éléments du résultat étendu	46 766	27 898
	1 334 692	1 239 415
	24 490 451 \$	23 772 138 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

En milliers de dollars, sauf les montants par action (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu d'intérêt					
Prêts	202 915 \$	203 304 \$	201 066 \$	808 995 \$	757 677 \$
Valeurs mobilières	15 237	15 618	19 020	61 631	72 975
Dépôts auprès d'autres banques	1 066	1 584	112	5 233	298
Autres, incluant les dérivés	15 826	18 221	23 273	66 475	116 273
	235 044	238 727	243 471	942 334	947 223
Frais d'intérêt					
Dépôts	110 069	112 032	112 473	444 463	440 053
Dette subordonnée	2 432	2 411	1 950	11 574	7 738
Autres, incluant les dérivés	152	466	846	2 236	3 011
	112 653	114 909	115 269	458 273	450 802
Revenu net d'intérêt	122 391	123 818	128 202	484 061	496 421
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	29 960	30 240	28 861	116 595	113 700
Revenus tirés des activités de courtage	8 332	10 221	14 920	48 429	52 934
Revenus de titrisation	8 831	10 201	553	35 486	5 996
Revenus d'assurance crédit	5 097	4 223	4 759	19 141	17 785
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5 328	4 555	5 114	18 973	18 035
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4 258	4 483	3 961	17 308	15 012
Revenus de régimes enregistrés autogérés	1 505	1 674	1 997	7 253	8 680
Autres	1 712	1 558	1 707	6 337	8 883
	65 023	67 155	61 872	269 522	241 025
Revenu total	187 414	190 973	190 074	753 583	737 446
Provision pour pertes sur prêts	12 000	8 000	16 000	47 000	68 000
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	73 716	72 466	72 101	293 930	275 964
Frais d'occupation de locaux et technologie	35 332	36 198	35 180	140 839	132 540
Autres	23 077	28 108	25 203	99 910	95 732
Frais liés à une acquisition et autre ⁽¹⁾	8 180	-	-	8 180	-
	140 305	136 772	132 484	542 859	504 236
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	35 109	46 201	41 590	163 724	165 210
Impôts sur les bénéfices	6 537	10 919	9 076	36 235	42 269
Bénéfice net	28 572 \$	35 282 \$	32 514 \$	127 489 \$	122 941 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 111	3 107	2 899	12 436	12 122
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	25 461 \$	32 175 \$	29 615 \$	115 053 \$	110 819 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	23 925	23 925	23 921	23 924	23 921
dilué	23 941	23 943	23 939	23 943	23 937
Résultat par action					
de base	1,06 \$	1,34 \$	1,24 \$	4,81 \$	4,63 \$
dilué	1,06 \$	1,34 \$	1,24 \$	4,81 \$	4,63 \$

(1) Frais liés à l'acquisition récente des sociétés MRS et de l'indemnité au titre de la résiliation en 2012 de l'entente de distribution existante des fonds IA Clarington.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

En milliers de dollars (Non audité)	POUR LES TROIS MOIS CLOS LES		POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Bénéfice net	28 572 \$	32 514 \$	127 489 \$	122 941 \$
Autres éléments du résultat étendu, après impôts sur les bénéfices				
Gains latents (pertes latentes) sur les titres disponibles à la vente	(3 005)	3 983	(1 595)	7 256
Reclassement aux résultats des gains nets sur les titres disponibles à la vente	(596)	(435)	(3 501)	(2 263)
Variation de valeur nette des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	19 371	(1 778)	23 964	(13 366)
	15 770	1 770	18 868	(8 373)
Résultat étendu	44 342 \$	34 284 \$	146 357 \$	114 568 \$

ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

En milliers de dollars (Non audité)	POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Actions privilégiées		
Solde au début et à la fin de l'exercice	210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires		
Solde au début de l'exercice	259 363	259 208
Émissions au cours de l'exercice en vertu du régime d'options d'achat d'actions	129	155
Solde à la fin de l'exercice	259 492	259 363
Surplus d'apport		
Solde au début de l'exercice	243	209
Rémunération à base d'actions	(16)	34
Solde à la fin de l'exercice	227	243
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	741 911	665 538
Bénéfice net	127 489	122 941
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes	(12 436)	(12 122)
Actions ordinaires	(38 757)	(34 446)
Solde à la fin de l'exercice	818 207	741 911
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de l'exercice	27 898	36 271
Autres éléments du résultat étendu, après impôts sur les bénéfices	18 868	(8 373)
Solde à la fin de l'exercice	46 766	27 898
Capitaux propres	1 334 692 \$	1 239 415 \$